



**9 JUIN**



**Une Europe**  
**AVEC DU**  
**COEUR**

**LSAP: NOTRE PROGRAMME  
POUR UN #COEURD'EUROPE**

## UNE EUROPE AVEC DU CŒUR

Justice sociale ? Démocratie ? Paix ? Liberté ? À tous ces défis qui se posent aujourd'hui et demain, il n'y a qu'une seule réponse pour garantir un avenir viable : une Europe progressiste et sociale-démocrate. Raison pour laquelle il faut un groupe socialiste et social-démocrate fort au Parlement européen.

Nous, socialistes et sociaux-démocrates, défendons une Europe juste et inclusive. Nous agissons pour une Europe des droits de l'homme, une Europe où les politiques sociales, économiques et environnementales forment un ensemble et ne pas sont opposées les unes contre les autres. Nous façonnons une Europe où nos enfants peuvent grandir en sécurité. Nous militons pour une Europe des frontières ouvertes, de la diversité culturelle, une Europe qui est là pour toutes les générations, qui soutient la jeunesse et prend soin des citoyen.ne.s âgé.e.s.

Pour nous, socialistes et sociaux-démocrates, l'Europe a toujours été, est et sera un projet de paix, de frontières ouvertes et de prospérité économique. L'Europe est un projet solidaire qui donne aux pays européens la possibilité d'avoir un avenir prometteur commun. Nous œuvrons pour des régions fortes et stables dans toute l'Union européenne. Seule une Union européenne forte, solidaire, inclusive et juste garantit notre développement commun.

**En tant que Luxembourgeois, nous savons à quel point l'Europe est importante. Nous vivons l'Europe au quotidien.**

**Nous, socialistes et sociaux-démocrates, plaçons l'humain au centre de notre Union européenne : l'Europe est un projet fait par les gens, pour les gens. Appuyons-nous sur les nombreux aspects positifs que l'Europe nous a apportés et apporte encore pour façonner notre Europe. Une Europe qui peut faire mieux, doit faire plus – notamment en ce qui concerne la justice sociale !**

Cependant, nous devons garantir que l'Europe se réinvente constamment face aux défis toujours nouveaux. Cela ne peut se faire qu'avec une politique progressiste et socialement juste.

L'Europe nous offre déjà de nombreuses garanties aujourd'hui. Les États membres ont fait front ensemble lors des récentes crises et ont emprunté de nouvelles voies. Nous devons pérenniser cette solidarité pour l'avenir. C'est pourquoi nous, socialistes et les sociaux-démocrates européens, sommes uni.e.s et nous opposons fermement, tant au niveau national qu'euro-péen, à toute mouvance antidémocratique pour défendre notre idéal d'une société inclusive et tolérante. Dans notre Europe, il n'y a pas de place pour la discrimination et le fascisme – jamais, nous ne laisserons les forces de droite détruire notre projet de cœur.

**L'avenir de l'Europe consiste à garantir la paix, à poursuivre une politique environnementale durable, à rendre l'union économique équitable, à placer l'humain au cœur de nos actions politiques et à impliquer les Européen.ne.s grâce à une politique socialement juste.**

**Un tel avenir n'est possible qu'avec nous.  
Avec nous, socialistes et sociaux-démocrates.**

# L'HUMAIN AU CŒUR D'UNE EUROPE SOCIALE



## **L'HUMAIN AU CŒUR D'UNE EUROPE SOCIALE**

**Les hommes et les femmes se trouvent au cœur d'un monde du travail en constante évolution. Nous, socialistes et sociaux-démocrates, protégeons les travailleur.e.s en régulant les nouvelles formes de travail. En même temps, nous saisissons les opportunités de ce changement pour créer des emplois de qualité et renforcer davantage encore la dimension sociale de l'Europe.**

Le LSAP est le parti des travailleur.e.s. En Europe, nous nous battons avec nos camarades socialistes et sociaux-démocrates pour :

- des emplois sûrs,
- des salaires dignes, réglementés et équitables,
- des informations transparentes sur les conditions de travail telles que les revenus ou le temps de travail,
- un salaire minimum équitable,
- un système fiscal juste.

Pour y parvenir, nous avons besoin d'une Europe forte et solidaire qui travaille dans l'intérêt des citoyen.ne.s.

C'est pourquoi il est important que le dialogue social, tel qu'il fonctionne depuis des décennies au Luxembourg, devienne la norme au niveau européen.

**Nous devons préparer notre société et donc notre monde du travail aux révolutions industrielles. Pour cela, les travailleur.e.s doivent être impliqué.e.s lorsque des décisions concernant leur travail sont prises dans l'Union européenne. Nous voulons que les syndicats aient une voix forte en Europe.**

Pour nous, socialistes et sociaux-démocrates, le « capital humain » est au centre du projet européen. Nous devons éviter la fracture numérique et garantir que personne ne soit laissé pour compte par la numérisation et la transformation de notre économie. C'est pourquoi nous demandons que :

- la requalification (« Upskilling ») et la formation continue soient réglementées et accessibles à tous, par exemple par un droit à la formation pendant le temps de travail,
- la reconversion professionnelle, c'est-à-dire la possibilité de se réorienter en cas de perte d'emploi, reçoive un soutien structurel et financier accru,
- l'utilisation de l'IA sur le lieu de travail soit conforme aux droits fondamentaux et sociaux des travailleur.e.s.

Dans un monde du travail équitable, chacun doit pouvoir vivre de son travail et participer à la vie en société sans risquer de tomber dans la pauvreté. Pour lutter contre la pauvreté des travailleur.e.s (le phénomène des « working poor »), nous exigeons que :

- un salaire minimum équitable, ajusté à l'inflation ou au coût de la vie, soit instauré dans toute l'Europe,
- les contrats de travail à durée indéterminée deviennent la norme,
- le travail de plateforme et le travail temporaire soient réglementés,
- la numérisation du monde du travail soit encadrée et réglementée de manière à ne pas représenter un danger pour les travailleur.e.s,
- le système de sécurité sociale soit renforcé et étendu,
- les conventions collectives soient généralisées.

**Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons empêcher les travailleur.e.s d'être exposé.e.s au risque d'exploitation. Nous, socialistes et sociaux-démocrates, garantirons une protection sociale solide pour les travailleur.e.s et le droit au travail pour ceux et celles qui ont perdu leur emploi ou ne peuvent plus l'exercer.**

Pour faciliter l'entrée des jeunes dans le monde du travail et la rendre plus équitable sur le plan social, nous réclamons une directive européenne garantissant à nos étudiant.e.s et apprenti.e.s une rémunération de stage garantie et appropriée.

Nous voulons également donner aux familles la possibilité de passer plus de temps avec leurs enfants. L'objectif est d'atteindre un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée en améliorant les conditions de travail. C'est pourquoi nous devons tenir compte non seulement du PIB économique, mais aussi du PIB du bien-être en tant qu'indicateur de performance contraignant. Pour permettre un PIB du bien-être élevé, nous demandons que :

- le télétravail soit simplifié et réglementé, aussi en ce qui concerne le télétravail transfrontalier,
- le droit à la déconnexion soit instauré,
- le temps de travail soit réduit avec maintien intégral du salaire,
- une stratégie pour la santé mentale au travail soit élaborée.

Pour souligner les ambitions sociales de l'Europe de demain et renforcer durablement l'aspect social de l'Europe, nous demandons que :

- un protocole social soit appliqué, ayant la même importance contraignante que les traités européens, afin d'éviter tout recul social,
- le pilier européen des droits sociaux détermine le cadre de la gouvernance économique.

Pour que notre société fonctionne, nous avons besoin d'un système fiscal européen fort et équitable. Aujourd'hui, la charge fiscale des particuliers.ères est bien plus élevée que celle du capital. La taxation des particuliers.ères, du capital non productif et des entreprises multinationales doit être rééquilibrée.

Un système fiscal européen fort et équitable est le levier pour plus de justice dans notre société. Les grandes entreprises, les ultra-riches et les grands pollueurs doivent contribuer de manière équitable à la collectivité et au bon fonctionnement de notre société. Ce n'est que par une politique fiscale juste que nous pouvons réaliser les investissements nécessaires pour construire un avenir durable.

Nous, socialistes et sociaux-démocrates, prônons la justice fiscale entre les individus, les entreprises et les États membres. Celui qui gagne plus doit aussi payer plus d'impôts. C'est pourquoi nous demandons :

- le questionnement du principe de l'unanimité au Conseil en matière fiscale,
- un impôt spécial pour les ultra-riches,
- une définition plus équitable et efficace des impôts sur les sociétés,
- un cadre pour la taxation permanente des profits extraordinaires (« windfall profits »),
- un impôt sur les transactions financières au niveau européen.

Nous continuons à nous battre pour que le Luxembourg reste attractif en tant que siège des institutions européennes et pour que la situation des fonctionnaires européens s'améliore au Luxembourg. Les institutions européennes doivent servir de modèle en ce qui concerne des conditions de travail justes. C'est pourquoi nous demandons que les salaires des employés des institutions européennes soient ajustés au contexte socio-économique du pays.



# UN GREEN DEAL AVEC UN CŒUR ROUGE



## **UN GREEN DEAL AVEC UN CŒUR ROUGE**

**Notre planète « brûle » ! Ce n'est qu'ensemble et uni.e.s que nous réussirons à laisser en héritage une planète sur laquelle nos enfants et petits-enfants peuvent vivre en paix et en sécurité.**

La transition socio-écologique, c'est-à-dire une forme de développement économique plus durable avec une répartition juste et solidaire, est inéluctable. Nous, socialistes et sociaux-démocrates, voulons profiter de la transition vers la neutralité climatique pour simultanément progresser sur le plan social.

Nous soutenons fermement une taxonomie européenne verte orientée vers l'avenir et donc une classification transparente des technologies et des activités. Le « greenwashing », en particulier en ce qui concerne l'énergie nucléaire et le gaz fossile, doit à l'avenir être supprimé.

Pour nous, le Green Deal ne fonctionne qu'avec un cœur rouge qui lie les politiques environnementales et sociales. Lors des transitions engendrées par le Green Deal, il est extrêmement important que les plus faibles au sein de nos sociétés ne soient pas laissés pour compte. C'est pourquoi nous avons absolument besoin d'une politique d'investissement éco-sociale. L'Union européenne et ses États membres ne doivent pas seulement donner l'exemple, mais aussi s'engager fermement en faveur des objectifs climatiques et les mettre en œuvre résolument. C'est pourquoi, en tant que socialistes et sociaux-démocrates, nous soutenons le Green Deal et exigeons que :

- les 27 États membres s'engagent pour que le réchauffement maximal de la planète ne dépasse pas 1,5 degré d'ici l'an 2100, tel que suggéré lors de la COP 21 à Paris,
- les États membres de l'Union européenne continuent de mettre en œuvre le programme « Fit for 55 », c'est-à-dire une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030,
- la neutralité climatique soit atteinte au plus tard d'ici 2050.

**Partant, nous devons combattre toute tentative d'affaiblir le Green Deal.**

**C'est pourquoi nous nous engageons résolument pour :**

- une protection efficace de l'environnement et de la nature,
- la protection de la biodiversité et de la diversité des espèces,
- la régénération des écosystèmes détruits,
- une utilisation efficace de l'eau et la protection des ressources en eau,
- l'interdiction de produits chimiques nocifs, notamment le glyphosate en agriculture,
- l'expansion des énergies renouvelables.

**L'Europe a besoin d'une politique énergétique durable et transparente qui garantit la sécurité énergétique des 27 États membres. En même temps, tous les acteurs doivent être impliqués dans l'élaboration d'une stratégie énergétique européenne. Outre la sécurité énergétique, il s'agit de garantir l'accès à une énergie abordable pour les citoyen.ne.s et les entreprises,**

**quelles que soient leur taille. C'est pourquoi nous voulons que la stratégie énergétique européenne :**

- réduise radicalement la dépendance aux énergies fossiles et promeuve les énergies renouvelables,
- réduise et rende superflu l'importation d'énergies fossiles étrangères, notamment le gaz russe,
- réforme le marché de l'énergie de manière à garantir des prix de l'énergie abordables et stables,
- lutte contre la précarité énergétique dans la population, entre autres par des mesures de compensation sociale et des mesures de soutien aux plus faibles et aux plus vulnérables de notre société.

Sans une implication active de l'agriculture, aucune politique environnementale sérieuse n'est possible. Pour le LSAP, il est important que nous ayons une agriculture durable et performante en Europe et au Luxembourg.

**Pour nous, socialistes et sociaux-démocrates, la protection de l'environnement et l'agriculture ne sont pas des antagonismes, mais étroitement liées. Si la nature et les sols vont mal, si les conditions météorologiques extrêmes deviennent la norme, une agriculture durable n'est pas possible. C'est pourquoi nous devons rechercher ensemble des solutions avec les agriculteurs.rices. Ensemble, nous pouvons :**

- intégrer les objectifs climatiques dans la politique agricole européenne,
- établir une politique agricole européenne qui soutient activement les agriculteurs.rices dans la transition vers une agriculture durable,
- garantir la sécurité alimentaire pour les consommateurs.rices, notamment en introduisant une norme européenne pour les aliments.

**Pour atteindre ces objectifs, il est important pour nous, socialistes et sociaux-démocrates, que :**

- les agriculteurs.rices soient rémunéré.e.s équitablement pour les aliments qu'ils.elles produisent,
- les agriculteurs.rices soient protégé.e.s contre la concurrence déloyale et la spéculation sur le marché alimentaire,
- la pollution de l'environnement dans l'agriculture soit minimisée en réduisant le recours aux pesticides,
- les mesures de protection des animaux soient appliquées de manière efficace.

Nous, socialistes et sociaux-démocrates, ne rejetons pas les nouvelles techniques de génie génétique, à condition que le principe de précaution soit garanti à chaque instant, afin de minimiser tous les risques. L'étiquetage et la traçabilité des aliments génétiquement modifiés sont absolument nécessaires pour que les consommateurs.rices puissent décider eux-mêmes ce qu'ils consomment.



# UNE ÉCONOMIE FORTE ET DURABLE RENFORCE LE CŒUR DE L'EUROPE

## **UNE ÉCONOMIE FORTE ET DURABLE RENFORCE LE CŒUR DE L'EUROPE.**

L'Europe dispose du plus grand marché intérieur du monde, offrant de nombreux avantages aux entreprises et aux États membres. Ce marché intérieur doit être développé davantage, car une économie forte et durable constitue le cœur d'une Europe forte. La numérisation et le changement climatique offrent de grandes opportunités pour notre économie, notamment en créant de nouveaux emplois de haute qualité ainsi qu'une économie plus durable et circulaire. Pour renforcer la position de l'économie européenne dans le monde et garantir son autonomie stratégique, nous misons sur une politique industrielle active, des investissements pour promouvoir l'innovation, une réglementation juste et durable du marché intérieur ainsi que le renforcement de la protection des consommateurs. **Par conséquent, nous exigeons :**

- l'élaboration d'une stratégie d'avenir fixant des objectifs à court, moyen et long terme et pouvant s'adapter à différents scénarios,
- une stratégie claire pour la décarbonisation de l'industrie,
- sur base de cette stratégie d'avenir, la mise en place d'un plan d'investissement cohérent pour accompagner les transitions économiques, y compris l'innovation, la conversion et l'aspect social,
- soutenir financièrement les entreprises investissant dans l'innovation et la recherche pour accélérer la transition, par exemple par des mesures fiscales,
- inclure la main-d'œuvre - en d'autres termes, les personnes qui travaillent - dans toutes ces réflexions, que ce soit au niveau de la formation, du recyclage ou de la reconversion, ou encore au niveau de la migration du travail et de la migration simple,
- promouvoir la politique d'investissement en Europe et renforcer le financement des entreprises européennes,
- assurer une forte voix aux syndicats dans ces processus.

Pour façonner les transitions, la responsabilité des citoyen.ne.s et des entreprises joue un rôle majeur. Dans cette optique, les transitions écologiques et numériques offrent une opportunité importante de promouvoir les entreprises par un soutien fiscal et structurel ciblé, renforçant ainsi l'économie. **Par conséquent, nous demandons :**

- l'application de la loi sur les obligations de vigilance de la chaîne d'approvisionnement. La directive sur les obligations de la chaîne d'approvisionnement doit obliger les entreprises à s'assurer qu'il n'y a ni violation des droits de l'homme ni des droits du travail, ni pratiques préjudiciables à l'environnement dans la production de leurs produits et tout au long de la chaîne d'approvisionnement de leurs activités. Cela comprend par exemple le phénomène de la « fast fashion » - des vêtements extrêmement bon marché fabriqués dans des pays en développement au détriment de la nature, de la pauvreté des pays et des populations,
- l'introduction d'un cadre juridique encourageant les entreprises à économiser les ressources et à passer progressivement à une économie circulaire. En même temps, les directives sur le droit à la réparation des biens, la réutilisation et le recyclage ainsi qu'une production respectueuse de l'environnement doivent être mises en œuvre et renforcées,

- protéger le.a consommateur.rice contre les produits dangereux et les pratiques commerciales déloyales et renforcer ses droits. Le.a consommateur.rice doit être informé.e de la production des biens et pouvoir faire valoir son droit. En particulier dans le domaine numérique, les entreprises et les plateformes en ligne doivent être responsabilisées – notamment par le renforcement de la loi sur les services numériques.



Cependant, il ne revient pas aux seules entreprises d'emprunter de nouvelles voies et de porter les transitions. Les citoyen.ne.s doivent également y contribuer en modifiant leur façon de penser dans la société. Ainsi, le « technofix » – l'idée que les innovations technologiques peuvent régler le changement climatique à elles seules – n'est pas la seule approche possible pour relever les défis de demain. Il est tout aussi clair que notre société doit changer ses habitudes. Un mode de vie plus durable doit être l'objectif pour notre société de demain.

**Pour y parvenir, nous avons besoin d'un marché intérieur européen équitable, où aucun pays n'est favorisé par rapport à un autre. Cela est particulièrement important pour un petit pays comme le Luxembourg, et c'est pourquoi nous sollicitons :**

- des règles claires garantissant l'équité entre les États membres, telles que des règles uniformes pour l'octroi de subventions ou d'avantages fiscaux,
- des règles claires harmonisant les exigences sociales et environnementales en Europe, telles que l'introduction de critères sociaux et environnementaux pour les appels d'offres publics,
- la protection des entreprises européennes contre une concurrence déloyale de la part des pays tiers.

# UN EUROPE QUI PROTÈGE ET FAÇONNE AVEC CŒUR



## **UN EUROPE QUI PROTÈGE ET FAÇONNE AVEC CŒUR**

Un service public fort, un accès universel à des soins de santé de qualité et le droit à un logement adéquat sont fondamentaux pour une société juste. Nous voulons des services publics et des administrations efficaces qui prennent soin des gens. Sans un service public fort, notre société ne saurait fonctionner ! Nous voulons une société qui prend soin de ses citoyens et citoyennes – en particulier de ses jeunes et de ses aînés.

Les enfants sont les plus touchés par la pauvreté, et en Europe, la pauvreté infantile est malheureusement beaucoup trop importante. Nous avons le devoir de changer cela non seulement en luttant contre la pauvreté, mais surtout en renforçant les droits des enfants et des jeunes. L'Europe doit soutenir les générations futures et offrir aux jeunes des perspectives claires et solides dans une Europe forte.

**C'est pourquoi nous, socialistes et sociaux-démocrates, exigeons :**

- la mise en œuvre de la garantie européenne pour une meilleure protection de nos enfants, la dénommée « garantie européenne pour l'enfance », avec un budget d'au moins 20 milliards d'euros,
- l'extension de la garantie européenne pour la jeunesse, qui prévoit que tous les jeunes de moins de 30 ans, à la fin de leur scolarité ou en cas de chômage, doivent bénéficier d'une offre de travail, de formation, d'apprentissage ou de stage de qualité,
- l'inclusion active des jeunes dans les décisions politiques, c'est pourquoi nous demandons le droit de vote généralisé dès l'âge 16 ans,
- la rémunération des stages dans les secteurs public et privé,
- la garantie d'une éducation publique et d'une formation professionnelle gratuites, l'éducation doit continuer à garantir l'égalité des chances pour permettre la promotion sociale,
- l'expansion du programme d'échange pour étudiant.e.s universitaires Erasmus+, couplée à une initiative de l'Union européenne visant à augmenter l'offre de logements étudiants abordables,
- l'engagement de l'Europe à permettre aux jeunes d'accéder à un premier logement.



La force de notre société réside dans sa diversité et son ouverture, et dans le fait que notre société prend soin de ses citoyen.ne.s, surtout quand ils sont dans le besoin. Le LSAP défend une société solidaire. Afin que chaque personne, surtout lorsque ses possibilités sont limitées par un handicap ou l'âge, puisse mener une vie digne, décente et équitable, nous, socialistes et sociaux-démocrates, demandons :

- la garantie pour les générations plus âgées de leur participation active à la vie sociale et politique,
- de renforcer les systèmes publics de retraite en Europe et de garantir des pensions adéquates pour lutter contre la pauvreté des personnes âgées,
- d'introduire des mesures à l'échelle européenne permettant aux personnes âgées de vivre aussi longtemps et aussi bien que possible de manière indépendante et autonome,
- d'assurer l'accès gratuit à des soins de santé de qualité,
- une Europe sans barrières, où des mesures contraignantes dans tous les États membres rendent les infrastructures et l'offre d'éducation, de culture et de vie publique accessibles aux personnes en situation d'handicap,
- le respect des droits politiques et sociaux des personnes en situation d'handicap.

**Un service public fort stimule notre économie, assure la justice sociale, garantit la qualité de vie et favorise l'égalité des chances. Les autorités publiques doivent donc veiller à ce que la numérisation ne crée pas de nouvelles inégalités. Nous, socialistes et sociaux-démocrates, exigeons donc :**

- des investissements conséquents dans les infrastructures numériques publiques et dans l'éducation numérique,
- la défense du principe de neutralité du réseau,
- que chaque personne ait un accès équitable et égalitaire à Internet, sans restrictions, y compris un accès à Internet haut débit.

**Une bonne offre de mobilité par les transports publics est essentielle à la promotion de l'égalité des chances et à la qualité de vie des citoyen.ne.s. Le transport public gratuit au Luxembourg est ainsi un modèle de promotion de la mobilité durable et équitable bénéfique à toute la société. En Europe, nous, socialistes et sociaux-démocrates, demandons que :**

- les transports publics soient systématiquement étendus et renforcés,
- chaque personne - où qu'elle vive - ait accès à une offre de mobilité publique adéquate,
- le réseau ferroviaire européen soit étendu et que l'offre de liaisons - en particulier les liaisons de nuit - soit systématiquement augmentée pour offrir une alternative viable à l'avion.



En tant que socialistes et sociaux-démocrates, nous nous opposons vigoureusement à toute privatisation et commercialisation du secteur de la santé. Chaque individu a le droit à des soins de santé adéquats, indépendamment de ses ressources financières, de son âge, de son sexe ou de son orientation sexuelle. C'est pourquoi nous, socialistes et sociaux-démocrates, demandons que :

- les soins de santé et les avancées scientifiques soient à disposition de tou.te.s et accessibles,
- une assurance maladie doit être garantie pour chaque individu,
- les prix des médicaments soient justes et transparents,
- au niveau européen, les pays doivent collaborer pour prévenir la pénurie de médicaments,
- la stratégie européenne pour la santé mentale doit être finalisée et mise en œuvre,
- l'Europe doit coordonner la recherche et l'innovation dans le secteur de la santé entre les États membres,
- la recherche sur les médicaments et les traitements contre le cancer, en particulier chez les enfants, doit être promue au niveau de l'Union européenne,
- la recherche sur les thérapies et les causes des maladies rares doit être mieux coordonnée et intensifiée au niveau de l'Union européenne, et l'accès à des traitements innovants doit être accessible à tou.te.s,
- une médecine spécifique au genre doit être au cœur de la prévention, du diagnostic, du traitement et de la recherche sur les maladies, afin de rendre la santé des femmes plus juste,
- la soi-disant thérapie de conversion doit être interdite dans l'Union européenne,
- un système européen de notation nutritionnelle des aliments devienne obligatoire afin de promouvoir une alimentation plus saine dans l'Union européenne et de lutter contre les maladies courantes telles que le diabète, l'obésité et l'hypertension.

Tout comme l'accès à des soins de santé adéquats est un droit humain, le logement en est un également. Trop de personnes en Europe, surtout les jeunes, n'arrivent plus à se loger de manière digne. C'est pourquoi nous, socialistes et sociaux-démocrates, demandons une initiative au niveau européen pour le développement et la promotion de logements abordables et durables. Dans ce cadre, nous voulons :

- promouvoir les rénovations énergétiquement efficaces,
- aider financièrement les personnes socio-économiquement défavorisées à rénover leur logement,
- établir des objectifs obligatoires pour développer le logement abordable, par exemple en fixant un pourcentage déterminé par rapport aux logements construits sur le marché libre,
- réformer les règles des aides d'État afin de pouvoir construire davantage de logements sociaux,
- fixer des objectifs obligatoires pour lutter contre le sans-abrisme.

# UN EUROPE PORTEUR DE VALEURS FONDAMEN- TALES



## **UN EUROPE PORTEUR DE VALEURS FONDAMENTALES**

L'Europe est là pour tout un chacun. En tant que socialistes et sociaux-démocrates, nous aspirons à une Europe où tous les individus peuvent vivre ensemble sans discrimination. Nous défendons l'égalité des chances et une société solidaire, qui offre une place à tout un chacun. Par conséquent, à nos yeux, l'Europe doit être diversifiée, féministe, ouverte, et offrir à chacun une perspective d'avenir au sein d'une société solidaire.

C'est pourquoi nous continuerons à renforcer l'inclusion et les droits des personnes en situation d'handicap, qu'il s'agisse d'handicaps physiques ou mentaux. **Concrètement, nous demandons :**

- une définition uniforme des termes « handicap », « handicap physique ou mental » et « accessibilité » au niveau européen,
- des mesures contraignantes pour l'intégration des personnes en situation d'handicap dans notre société et sur le marché du travail.

**Dans notre Europe, il n'y a pas de place pour les préjugés. Nous rejetons catégoriquement le sexisme, le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie et toute autre forme de discrimination. C'est pourquoi, en tant que socialistes et sociaux-démocrates, nous nous engageons à :**

- établir une directive antidiscrimination de l'Union européenne, pour garantir les droits de tous les individus dans tous les pays européens,
- procéder à une mise en œuvre et une actualisation cohérente de la stratégie d'égalité,
- garantir la reconnaissance du mariage pour les couples de même sexe et des parents de même sexe dans toute l'Union européenne,
- ce que les droits des personnes LGBTIQ+ soient pris en compte dans la politique interne et externe de l'UE.

**Pour nous, socialistes et sociaux-démocrates, l'Europe doit également être féministe ! Nous luttons pour que les jeunes filles et les femmes ne soient pas discriminées. C'est pourquoi nous demandons que :**

- le principe de l'égalité des genres soit pris en compte dans toutes les décisions politiques et budgétaires,
- les femmes puissent décider librement de leur vie,
- les femmes aient le contrôle exclusif sur leur propre corps, y compris leurs droits sexuels,
- l'autodétermination des femmes en matière d'avortement ne soit pas remise en question,
- la violence contre les femmes soit thématisée et combattue,
- la Convention d'Istanbul pour la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique soit mise en œuvre dans les pays membres de l'Union européenne.

**Pour garantir l'égalité des sexes et l'égalité des chances entre tous les genres, nous demandons en tant que socialistes et sociaux-démocrates une politique cohérente, dans laquelle :**

- la nomination d'un Commissaire européen chargé de la mise en œuvre de l'« Union of Equality » est garantie,
- d'ici 2030, toutes les différences liées au sexe dans les salaires et les pensions sont éliminées,
- il est garanti que davantage de femmes puissent occuper des postes de direction.

Nos valeurs européennes et progressistes, tout comme notre démocratie, sont de plus en plus remises en question, tant à l'intérieur de l'Union qu'à l'extérieur. Plusieurs pays membres enfrennent délibérément les valeurs européennes et ne garantissent plus l'État de droit.

**Pour mettre fin à cette tendance :**

- les mécanismes institutionnels de lutte contre les violations de l'État de droit et les violations des principes démocratiques doivent être renforcés et appliqués,
- aucun fonds européen ne doit être versé dans des pays où il existe des soupçons de corruption et où la Justice n'est pas indépendante,
- le Parlement européen doit être renforcé afin d'assurer un meilleur équilibre institutionnel au sein de l'Union.

**La désinformation et la haine sapent notre culture démocratique et divisent nos sociétés. C'est pourquoi nous demandons que :**

- la haine et la désinformation ciblée soient criminalisées au niveau de l'Union européenne,
- les plateformes en ligne soient tenues responsables pour lutter contre ces phénomènes.

**TOGETHER WE HAVE FORCE.  
TOGETHER WE HAVE FORCE.  
TOGETHER WE HAVE FORCE.  
TOGETHER WE HAVE FORCE.  
TOGETHER WE HAVE FORCE.  
TOGETHER WE HAVE FORCE.  
TOGETHER WE HAVE FORCE.  
TOGETHER WE HAVE FORCE.**

**L'Union européenne doit être et rester un lieu sûr pour tous nos citoyens. Pour garantir cela :**

- il doit y avoir une coopération renforcée entre les États membres de l'Union européenne à tous les niveaux - seule une coopération internationale et une législation uniforme permettent de lutter contre la criminalité organisée, le terrorisme, la cybercriminalité et la criminalité liée aux drogues,
- plus de ressources doivent être allouées à la lutte contre la criminalité financière. Cela doit également être fait au Luxembourg, qui est exposé en raison de sa place financière,
- Europol et le parquet européen doivent être renforcés,
- une police judiciaire européenne, qui soutient le parquet européen, doit être créée,
- un conseil juridique gratuit doit être garanti pour les personnes qui ne peuvent pas se payer une représentation juridique,
- nous avons besoin de mesures et de lois européennes coordonnées et solidaires en matière de protection civile, pour aider mutuellement les États membres aussi bien dans la prévention qu'en cas de catastrophes ou de pandémies.

**Pour nous, socialistes et sociaux-démocrates, la démocratie et les droits de l'homme ne sont pas négociables ! C'est pourquoi nous avons besoin d'un État de droit fort en Europe, qui garantit les droits et libertés des citoyens et qui fait en sorte que tous les individus soient traités de manière égale. Pour garantir cela, les mesures suivantes sont nécessaires :**

- des systèmes judiciaires forts et indépendants dans les États membres,
- une lutte efficace et coordonnée contre la corruption au niveau national et international,
- une garantie du pluralisme médiatique et de la liberté de la presse,
- un accès à l'information garanti par la loi pour les journalistes,
- la participation de la société civile aux processus décisionnels démocratiques.

Dans une démocratie, il ne peut y avoir de discrimination - tous les individus sont égaux. C'est pourquoi nous, socialistes et sociaux-démocrates, luttons contre les organisations et les tendances extrémistes et populistes, qui remettent en question non seulement nos institutions démocratiques, mais qui veulent aussi dépouiller les minorités et les communautés vulnérables, telles que les migrants ou les personnes socialement défavorisées, de leurs droits.

Nous, socialistes et sociaux-démocrates, nous engageons pour une société juste et égalitaire, et soutenons le mouvement féministe, le mouvement LGBTQI+ ainsi que toutes les organisations progressistes qui œuvrent pour toute forme de justice. Au niveau européen, nous demandons des règles claires pour garantir que les États tiers, tout comme les États membres de l'Union européenne, ne reçoivent aucune forme de soutien financier dès lors qu'ils sont gouvernés par des régimes autocratiques.



**La migration est une opportunité – économique, sociale et culturelle – pour nos pays. C'est pourquoi nous, socialistes et sociaux-démocrates :**

- estimons qu'il faut s'opposer à ce que les migrants soient perçus comme un problème politique,
- demandons une politique migratoire commune et coordonnée, fonctionnant sur le principe de solidarité entre les pays,
- exigeons une politique migratoire européenne basée sur les droits de l'homme, le respect et la dignité.

**L'Europe doit toujours montrer qu'elle est un projet solidaire. En ce qui concerne les réfugiés, nous demandons :**

- des procédures d'asile et d'immigration justes, respectueuses et uniformes en Europe,
- le droit d'asile et de protection pour tous,
- des procédures de retour compréhensibles, transparentes et dignes,
- des partenariats responsables et transparents avec les pays d'origine et de transit,
- qu'il n'y ait pas d'externalisation des frontières de l'UE,
- que l'aide humanitaire ne soit pas criminalisée,
- que les fonds de l'UE ne soient pas utilisés pour construire des murs ou des clôtures aux frontières extérieures de l'UE,
- une mission européenne de sauvetage en mer pour les personnes en détresse en Méditerranée,
- des mesures et des lois renforcées contre la traite des êtres humains, la violence sexuelle et l'exploitation des personnes en détresse,
- la promotion de marchés du travail inclusifs en Europe et le soutien aux autorités locales dans la mise en œuvre de politiques inclusives.



# UNE EUROPE FORTE DANS LE MONDE, AVEC CŒUR ET RAISON



## **UNE EUROPE FORTE DANS LE MONDE, AVEC CŒUR ET RAISON**

L'Union européenne est un projet de paix. Il est donc préoccupant de constater que le ton dans les relations internationales devient de plus en plus rude, et va jusqu'à mettre en question les règles et les organisations internationales. Surtout pour des petits pays comme le Luxembourg, dont la protection est in fine assurée par ces règles, il s'agit d'un développement préoccupant et dangereux.

À une époque où les mouvances de la droite politique remettent ouvertement en question l'Europe, où un conflit armé a lieu sur le continent européen, où la Chine devient de plus en plus agressive, où le Moyen-Orient est empêtré dans une crise profonde, où le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne et où la perspective d'un second mandat de Trump n'offre que peu d'espoir, l'Europe doit agir avec courage et détermination.

C'est pourquoi l'Europe doit devenir plus indépendante, souveraine, capable d'agir et sûre d'elle-même. L'Europe doit être assez forte pour défendre efficacement ses valeurs sur la scène internationale.

**Nous resterons toujours une Europe qui défend la paix et ses valeurs. Une Europe progressiste, solidaire et sociale.**

**C'est pourquoi, en tant que socialistes et sociaux-démocrates, nous soutenons fermement le projet de l'Union européenne, de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et d'autres institutions internationales telles que les Nations unies (ONU). Nous plaidons pour :**

- une réforme des Nations unies, sans remettre en question le système basé sur le droit international,
- une politique européenne de sécurité et de défense commune solide, complémentaire à l'OTAN,
- une coordination centralisée des armées européennes, l'acquisition commune de matériel et une meilleure coopération dans la lutte contre les menaces cybernétiques,
- l'abandon du principe de l'unanimité dans la plupart des questions de politique étrangère et de défense, afin que l'Europe puisse agir plus rapidement et efficacement,
- un soutien indispensable à l'Ukraine,
- une Europe qui joue un rôle de premier plan dans la prévention des guerres et des conflits dans le monde entier, et qui assume ainsi son rôle de projet de paix.

**Il est important que nous renforçons encore le cadre de l'Union européenne, notamment à un moment où des forces conservatrices et de droite tentent de déstabiliser l'Union européenne de l'intérieur. Pour nous, socialistes et sociaux-démocrates, la compétence en matière de politique étrangère et de sécurité ne peut appartenir qu'à l'Europe. L'Europe a également besoin d'une stratégie et d'une industrie de la défense communes. Car seule une action unie donne aux Européens une voix forte dans un monde multipolaire.**

En tant que socialistes et sociaux-démocrates, nous sommes en faveur de l'élargissement de l'Union européenne. Nous saluons tout pays européen qui souhaite rejoindre notre projet commun de paix, de prospérité et de modernisation en Europe. Nous sommes forts que si nous sommes unis. C'est pourquoi il y a une certaine urgence à poursuivre l'élargissement de l'Union européenne. Il est cependant impératif que les critères de Copenhague soient respectés et que les pays candidats soient prêts à rejoindre l'Union européenne.

Il est nécessaire que l'Europe se dote de règles adaptées et devienne plus réactive. Le principe de l'unanimité, par exemple, doit être repensé pour éviter les blocages dans le processus décisionnel et empêcher qu'un seul pays ne retienne toute l'Union européenne en otage. Dans cette optique, nous avons également besoin d'ajustements ciblés des traités pour qu'une Union européenne élargie reste financièrement viable et gérable.

**Pour le LSAP, ainsi que pour nos partis sœurs européens, il est clair que l'Union européenne continue de vivre la solidarité internationale. C'est pourquoi nous nous engageons en faveur des 17 objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Un monde plus durable, numérique, moderne et socialement juste profite à tou.te.s et est garant de la paix.**

Nous devons également réorienter notre politique commerciale européenne. L'idée que le libre-échange signifie automatiquement plus de prospérité pour tou.te.s est une illusion. Nous avons besoin d'une politique commerciale qui améliore concrètement les réalités de vie des gens, ici en Europe et chez nos partenaires. Avec la directive sur les obligations de vigilance de la chaîne d'approvisionnement, pour l'introduction de laquelle nous, socialistes et sociaux-démocrates, continuons de nous battre, nous pouvons promouvoir un commerce mondial durable et équitable, respectant les normes écologiques, sociales, et les droits de l'homme et du travail. En même temps, nous devons nous doter de mécanismes concrets pour garantir que ces principes soient mis en œuvre.

Dans notre monde multilatéral, nous, en tant qu'Union européenne, avons besoin de partenaires forts. Nous devons renforcer notre partenariat, en particulier avec les États-Unis et le Royaume-Uni, sans pour autant négliger notre responsabilité et notre souveraineté européennes. Avec la Chine, nous devons maintenir le contact pour poursuivre les discussions et trouver des solutions communes - sans pour autant abandonner nos valeurs fondamentales de démocratie et de droits de l'homme.

**De plus, nous devons établir des partenariats équitables et tournés vers l'avenir avec les pays du Sud. Ces partenariats doivent fonctionner sur un pied d'égalité, car c'est seulement ainsi que nous pouvons créer un monde socialement juste.**

# LSAP L'EUROPE



**9 JUIN**



**Une Europe**  
**AVEC DU**  
**COEUR**

**LSAP: NOTRE PROGRAMME  
POUR UN #COEURD'EUROPE**